



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

## **MAIRIE DE CHAMBERY**

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

**ARRÊTÉ N° ART-2023-028**

### **ARRETE PORTANT AUTORISATION DE STATIONNEMENT PROVISOIRE SUR LE DOMAINE PUBLIC POUR USAGE COMMERCIAL - CARNAVAL HAUTS DE CHAMBERY**

Vu la délibération du 4 juillet 2020 (DCM-2020-108) portant élection du maire,

Vu la délibération du 4 juillet 2020 (DCM-2020-110) portant élection des adjoints,

Vu l'arrêté n° 1934 du 14 août 2020 portant délégation de fonctions à Madame Raphaëlle MOURIC, Adjointe au Maire chargée du développement de l'économie locale et de l'attractivité,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2122-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L113-2 et L116-2 ;

Vu le Code Pénal, article R610-5 ;

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R417-9, R417-10 et R417-11 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 sur le bruit;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 1986, portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le Département de la Savoie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1997, portant réglementation des bruits de voisinage ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2016, adoptant la charte des terrasses ;

Vu l'arrêté du Maire de Chambéry du 28 avril 1979, portant règlement municipal sur le bruit ;

Vu l'arrête n°1720 du 7 novembre 2014, portant réglementation de la zone piétonne ;

Vu l'arrêté n°1552 du 11 juillet 2018, portant règlement d'utilisation privative du domaine public ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2020, déterminant les droits de voirie en vigueur ;

Vu l'avis des services concernés ;

Vu le(s) certificat(s) d'assurance présenté(s) ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Un permis de stationnement provisoire à usage commercial est accordé à Madame Nadine PERIOCHE, Siret numéro 40497581500014, dont le siège social se situe 249 Rue de Genevois 73000 CHAMBERY, dans le cadre du Carnaval des Hauts de CHAMBERY qui aura lieu le samedi 25 février 2023 et donnant lieu à une redevance de 24 euro 40 correspondant au tarif ambulant 2023.

### **Article 2 :**

Ce permis de stationnement est précaire et révocable, il est délivré sur la base des éléments constitutifs de la demande et des plans qui ont été validés par la collectivité. La répartition et l'emplacement du mobilier à l'intérieur du périmètre attribué sont mentionnés au plan d'aménagement.

### **Article 3 :**

Toute modification portant tant sur le mobilier que sur l'emplacement et la surface devra faire l'objet d'une demande préalable auprès des services municipaux, et ne pourra être mise en œuvre qu'après instruction et accord de la collectivité.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté ainsi que le(s) plan(s) d'aménagement devront être présentés à toute demande formulée par l'autorité publique. Ils devront impérativement être tenus à disposition à l'intérieur de l'établissement qui bénéficie de cette autorisation.

### **Article 5 :**

Durant toute la période de stationnement provisoire, la collectivité apportera une attention particulière au respect des dispositions prévues dans le règlement d'occupation privative du domaine public du 11 juillet 2018, et notamment celles prévues aux articles 7, 11, 15 et 18.

### **Article 6 :**

Dans un cadre général, l'inobservation des dispositions du règlement et / ou du présent arrêté entraînera, après échec constaté d'une procédure amiable, l'application des procédures et sanctions administratives définies à l'article 21 dudit règlement.

### **Article 7 :**

Le directeur général des services ainsi que les agents placés sous sa responsabilité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de la mise en œuvre et du respect du présent arrêté.

### **Article 8:**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Grenoble, dans les deux mois qui suivent son entrée en vigueur. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le même délai, l'auteur du présent arrêté peut être saisi d'un recours gracieux contre celui-ci Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

### **Article 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise au représentant de l'Etat dans le département de la Savoie.

Fait à Chambéry

## Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Arrêtés\_DGA STATE\_IParapheur

Numéro attribué à l'acte : ART-2023-028

Objet de l'acte : ARRETE PORTANT AUTORISATION DE STATIONNEMENT PROVISoire  
SUR LE DOMAINE PUBLIC POUR USAGE COMMERCIAL - CARNAVAL  
HAUTS DE CHAMBERY

Thème Préfecture : 3 - Domaine et patrimoine 5 - Autres actes de gestion du domaine  
public 2 - Autres

Date de l'acte : 06 mars 2023

Annexe(s) :

Identifiant de télétransmission : 073-217300656-20230306-lmc1H29000H1-AR

Identifiant unique de l'acte : lmc1H29000H1

Date de transmission en Préfecture : 07 mars 2023

Date de réception en Préfecture : 07 mars 2023

Publication : du 07 mars 2023 au 09 mai 2023